



**PRÉFÈTE  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 17/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LEXY RECYCLAGE**

Lieudit Voye des Roses  
54720 Lexy

Références : 2215\_2024  
Code AIOT : 0006207859

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2024 dans l'établissement LEXY RECYCLAGE implanté Lieudit Le Pôle Nord 54720 Lexy. L'inspection a été annoncée le 26/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LEXY RECYCLAGE
- Lieudit Le Pôle Nord 54720 Lexy
- Code AIOT : 0006207859
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LEXY RECYCLAGE est autorisée au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) par l'arrêté préfectoral 2013-0637 du 02 avril 2014, à exploiter une installation de tri, de stockage et de valorisation de déchets non dangereux classée au titre des rubriques 2713, 2716, et 2791.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 02/04/2014, article 7.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 02/04/2014, article 4.2.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôles périodiques	Arrêté Préfectoral du 02/04/2014, article 7.3.3	Sans objet
2	Contrôles périodiques	Arrêté Préfectoral du 02/04/2014, article 7.5.2	Sans objet
4	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article 7.4.3	Sans objet
5	Contrôles périodiques	Arrêté Préfectoral du 02/04/2014, article 10.2.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que les contrôles périodiques des installations électriques sont réalisés et que les éventuelles non-conformités sont levées.

L'exploitant devra fournir des justificatifs concernant les moyens de lutte incendie et apporter les modifications nécessaires à son exploitation afin que l'ensemble des eaux pluviales des zones d'entreposage de déchets soient collectées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Contrôles périodiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/04/2014, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installation électrique
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]         Une vérification de l'ensemble de l'installation est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté à l'inspection : <ul style="list-style-type: none"> <li>la dernière vérification des installations électriques du site réalisée par la société SOCOTEC le 09/11/2023 ;</li> <li>la fiche de suivi pour la levée des non-conformités relevées.</li> </ul> Pas de remarque de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Contrôles périodiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/04/2014, article 7.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté à l'inspection le dernier constat de vérification des extincteurs réalisée par la société SAPIAN le 10/01/2024 – RAS.  Pas de remarque de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Lutte incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/04/2014, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum de ceux définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"> <li>• un poteau incendie [...]</li> <li>• une réserve d'eau pour lutter contre un incendie d'un volume minimal de 30m3 [...]</li> <li>• des extincteurs [...]</li> </ul>
<b>Constats :</b>  Vu, par sondage : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'extincteur au niveau de la chaîne de tri - date de dernière vérification 01/2024 ;</li> <li>• l'extincteur au niveau du stockage de déchets dangereux - date de dernière vérification 01/2024 ;</li> <li>• le poteau incendie situé à l'entrée du site ;</li> <li>• le bassin constituant la réserve d'eau de 30m3.</li> </ul> <p>Le jour de la visite l'exploitant n'a pas pu justifier du débit du poteau incendie ni du volume réellement disponible dans le bassin en permanence pour la lutte incendie.</p> <p>Par mail du 16/09/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection le constat de vérification de deux poteaux incendie du site. Ce contrôle, effectué par la société SAPIAN le 02/07/24, met en évidence la non-conformité des poteaux et préconise la mise en place d'un surpresseur.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none"> <li>• transmettre à l'inspection le justificatif du volume du bassin disponible pour la lutte incendie ;</li> <li>• mettre en place toute mesure nécessaire à la mise en conformité des poteaux incendie du site.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article 7.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à

<p>une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>• dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vu, par sondage, le jour de la visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le stockage d'huiles usagées placé sur rétention suffisamment dimensionnée ;</li> <li>• le stockage d'huile neuve dans une armoire sur rétention interne. L'exploitant n'a pas pu estimer le volume de la rétention.</li> </ul> <p>Par mail du 11/06/2024, l'exploitant déclare à l'inspection que la capacité de rétention de l'armoire est de 33 litres et que les bidons d'huile ont été déplacés sur la rétention extérieure.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Contrôles périodiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/04/2014, article 10.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de faire effectuer par un laboratoire extérieur agréé par le ministère chargé de l'environnement [...] une mesure du rejet n°1 identifié à l'article 4.3.5 du présent arrêté</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente à l'inspection la dernière analyse des rejets aqueux réalisée par la société Tec'Bio le 21/03/2024.</p> <p>Les résultats sont conformes aux dispositions de l'article 4.3.9.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Prévention des pollutions

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/04/2014, article 4.2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des eaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les eaux pluviales de ruissellement des voies de circulation et les eaux pluviales issues des surfaces de stockage des déchets sont collectées et transitent par un séparateur d'hydrocarbures et un décanteur avant le rejet au milieu naturel.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite il a été constaté qu'une partie du site sur laquelle sont entreposés des déchets</p>

n'est pas revêtue et ne permet donc pas la collecte des eaux pluviales.

Par courrier du 05/07/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection le devis signé pour la réalisation des travaux d'imperméabilisation de la zone de stockage.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant :

- d'évacuer, sans délai, les déchets entreposés hors zone étanche ;
- de transmettre à l'inspection, sous 6 mois, le justificatif de l'imperméabilisation de la zone de stockage.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois